



## NIXON ET L'AVENIR DU MONDE

*On a dit, tout de suite après la victoire de Nixon, que les Etats-Unis ont glissé à droite. Expression malheureuse: dans la politique américaine il n'y a ni droite ni gauche mais simplement une conception d'administration à laquelle républicains et démocrates se conforment avec des objectifs souvent identiques. Seule diffère la méthode. Espérons que l'administration Nixon sera plus claire que celle de ses prédécesseurs.*

*On attend depuis des années un homme nouveau à la tête des Etats-Unis, une personnalité puissante, et, comme dans les contes de fée, capable de modifier d'un seul coup de baguette le cours fatal des événements. La chose ne devrait pas être impossible. L'Amérique avec ses richesses humaines et matérielles, sa vitalité, pourrait nous fournir ce magicien.*

*Aux dernières élections, rien ne laissait prévoir qu'aucun des trois candidats pût l'être. Il faut donc accepter la réalité et, qu'elle nous plaise ou non, cette réalité s'appelle aujourd'hui Nixon. Richard Nixon a fait parler de lui lors d'un cas sensationnel qui regardait indirectement le destin de l'Europe. En 1947 il démasqua publiquement un espion soviétique, l'américain Alger Hiss qui, à Jalta, dévoila à Staline tous les projets et plans des délégations britanniques et américaines.*

*Un quart de siècle a passé depuis cette tragique réunion et, entre temps, aidés par la faiblesse et la confusion de la politique américaine les Russes sont devenus les maîtres de la Mer Baltique et de la Méditerranée, pratiquement les maîtres en puissance d'une Europe qu'ils encerclent du haut en bas.*

*Actuellement bottes et canons russes ont envahi sans encombre les rues de Prague. Roumanie et Yougo-Slavie sont en danger et, avec elles tout le monde occidental: les Américains doivent prendre catégoriquement position s'ils veulent retrouver le prestige que cinq lustres d'indécisions et d'incohérence politique leur ont fait perdre.*

*Tâche ardue: Nixon est-il à la hauteur? L'avenir nous le dira.*



V. V. STANCIU

Avocat à la cour d'Appel de Paris

## LA NON ASSISTANCE AUX PEUPLES EN DANGER

Le Code pénal international, que l'humanité attend, devra prévoir que le crime de génocide existe aussi lorsqu'il est commis pour des raisons politiques et que la non-assistance aux peuples en danger est criminelle.

La convention des Nations-Unies sur le génocide (de 1948) exclut de toute protection les victimes des génocides politiques et culturels, faisant des petits peuples la proie facile des grands.

Quant aux grandes puissances, c'est presque une tolérance réciproque qu'elles se permettent.

Le correspondant d'un quotidien parisien essaye de nous donner une explication de l'indifférence des Etats-Unis à l'égard des événements de Tchécoslovaquie.

« Dans les milieux officiels de la capitale américaine, on rappelle d'ailleurs nettement que les Etats-Unis ne sont liés avec aucun des pays d'Europe Orientale par aucun traité leur imposant d'autres obligations que celles prévues dans le cadre de la chartre des Nations-Unies ».

Quelle absurdité! Comme si un homme civilisé refusait de sauver de la noyade quelqu'un, pour le motif qu'il ne le connaît pas. Les choses se passent comme si les grands états s'étaient prudemment réservé le droit de commettre, chacun dans sa sphère d'intérêts, des immixtions et ingérences sanglantes dans les affaires des petites nations, et en un mot des délits et des crimes.

Nous n'avons pas la lâcheté de ceux qui n'osent formuler aucune critique contre les Soviétiques, de peur d'être qualifiés de réactionnaires. *L'anti-soviétisme n'est pas toujours un anti-communisme* (1).

C'est pourquoi nous dénonçons les coups de force, tels ceux de Budapest et de Prague, comme étant susceptibles de créer des situations dangereuses, dans lesquelles le génocide est virtuel, même imminent.

Le comportement soviétique, depuis plus d'un demi-siècle, révèle une constance de psychologie collective qui mérite qu'elle soit un jour expliquée. Malgré le changement radical des conditions économiques et sociales, donc après le changement de structure sociale, la supra-structure n'a pas trop changé.

Sans oublier, ni sous-estimer les réalisations positives de la révolution russe, il faut constater que celle-ci n'a pas écarté la permanence de certains traits caractéristiques, dont trois essentiels.

1° *Le messianisme soviétique*, qui justifie l'impérialisme sans aucun scrupule, est comme à l'époque des tzars. Lisez le journal de Dostoïewski, qui croyait à la vocation des Russes pour réaliser la fraternité universelle en passant l'Occident, si besoin, au fil de l'épée. Ce qui rappelle le mot de Chamfort: « Sois mon frère, ou je te tue ».

2° *La démesure et l'incapacité de saisir les nuances*, sans lesquelles les vérités, dans les sciences de l'homme, deviennent inaccessibles, ont abouti en U.R.S.S. au dogmatisme le plus intolérant. Les Russes se meuvent trop souvent dans l'absolu et dans l'éternité. Ce qui peut expliquer, dans une certaine mesure, la brutalité constante de la politique soviétique intérieure et extérieure.

3° *La perfidie soviétique*, qui n'a rien à envier à la politique des tzars. Il est à remarquer que les Russes ont été toujours plus dangereux envers leurs amis qu'à l'égard de leurs ennemis. C'est pourquoi, lors d'un dîner en 1945 à Bucarest, lorsque notre voisin de table, colonel dans l'armée soviétique, nous parlait de la nécessité des relations de bon voisinage entre l'U.R.S.S. et la Roumanie, nous avons répondu:

« Oui, mon colonel, nous sommes d'accord, mais la première condition d'un bon voisinage est que chacun reste chez lui ».

*Si on envahit le voisin...*

*la notion*

*de voisinage disparaît*

En effet, si on envahit le voisin, la notion de voisinage disparaît. A propos des Roumains, il faut rappeler qu'en 1877, lorsque les Russes se trouvaient en danger pendant la guerre contre les Turcs, le tzar avait demandé le secours du jeune prince Carol, l'invitant à passer vite le Danube avec l'armée roumaine. La récompense de l'aide accordée, fut la main-mise des Russes sur trois départements du Sud de la Bessarabie, terre roumaine. L'entrée de la Roumanie, après la Deuxième Guerre mondiale dans la sphère d'influence soviétique n'a pas eu comme effet de rendre la Bessarabie (2), ni la partie du Nord de la Bucovine, terre sacrée pour les Roumains, parce que là se trouvent les tombeaux de quelques-uns de leurs Voïevodes.

Les Russes d'aujourd'hui vivent toujours sur deux plans: celui des paroles et celui des actes. Ils accusent les adversaires de colonialisme, pour s'assurer le plus grand empire colonial. Ils énoncent les principes de la souveraineté des peuples et ils envahissent la Tchécoslovaquie et menacent la Roumanie socialiste.

Ils parlent d'humanitarisme et n'ont aucun respect pour la liberté et la vie de l'homme. Comment croire à l'humanitarisme soviétique, lorsque ceux qui se sont réservé le monopole de l'exprimer, n'hésitent pas à kidnapper les chefs librement élus d'un peuple ami, à envahir leur pays et à se préparer froidement à l'assassinat, sinon physique, du moins moral et culturel, d'un peuple.

La situation étant ce qu'elle est, il faut une énorme dose de naïveté impardonnable aux dirigeants des Etats, pour accorder encore crédit aux paroles des Soviétiques. Le changement des apparences n'a pas apporté le changement des réalités. Sous des formes plus ou moins nouvelles continue le même fond. De Staline à Khrouchtchev et de celui-ci à Brejnev, le changement n'est que de forme.

En exergue d'un livre, John Simon, le ministre anglais, écrivait ceci: «Si tu me trompes une fois, honte à toi; si tu me trompes la deuxième fois, honte à toi; mais si tu me trompes la troisième fois, honte à moi».

Que les dirigeants des pays, encore libres, n'oublient pas que la politique du fait accompli de Hitler, de Staline, de Khrouchtchev, est la même que celle adoptée par Brejnev. La solidarité des peuples ne permet pas de faire des discriminations entre les victimes amies et ennemies, entre les victimes de l'Est et de l'Ouest.

Après la sanglante répression de Poznan, Camus écrivait ceci: «Maintenant, il n'y a plus d'aveugles, ni de naïfs, mais des complices».

*L'indifférence devant*

*les crimes*

*est une forme de complicité*

Oui, l'indifférence devant les crimes est une forme de complicité par inaction. L'assistance aux peuples en danger est un impératif, non seulement moral, mais aussi politique. *Car la paix est indivisible.*

L'admirable soulèvement de la quasi-unanimité de l'opinion mondiale, pour condamner le comportement soviétique, sera vain. Il ne pourra pas sauver les droits de l'homme. Quelle sinistre ironie que de parler des droits de l'homme, lorsque les peuples sont à la discrétion des envahisseurs, comme à l'époque de Gengis Khan. Il n'y a que la force organisée qui peut être efficace, car c'est la seule logique, susceptible de convaincre les Russes. C'est l'heure H de l'intervention salutaire. Plus tard, il sera trop tard. Le monde a trop longtemps toléré le privilège de l'impunité de la criminalité soviétique.

La lucidité et l'objectivité tout à fait *apolitiques* nous obligent à reconnaître que tant que l'Europe est incapable de se défendre, il n'y a au monde que deux grandes puissances qui peuvent empêcher l'invasion des ennemis de l'homme: ce sont les Etats-Unis d'Amérique ou la Chine Populaire.

Le plus bel anniversaire de la proclamation des droits de l'homme et de la Convention sur le génocide serait au moment où la force, mise au service de la justice, arriverait à sanctionner les crimes de la guerre et les génocides politiques.

Le droit suit la vie d'un pas boiteux. Les grandes réformes ne se font que sous l'aiguillon du besoin. La nécessité est le meilleur législateur. C'est pourquoi, lorsque la nécessité commande, les faits peuvent aller

## La difficile entente

## L'UEO (UNION EUROPEENNE OCCIDENTALE) ECHOUE A ROME

Dans la dernière décade d'octobre, les ministres des affaires étrangères des sept pays qui constituent l'Union Européenne Occidentale, c'est-à-dire les six Pays du Marché Commun plus la Grande Bretagne, se sont réunis à Rome pour tenter une entente susceptible d'intensifier la collaboration politique.

L'initiative avait été prise par le ministre belge des affaires étrangères, M. Pierre Harmel, qui présentait un plan tendant à débloquent le processus d'unification dans les secteurs ne relevant pas du rayon d'action de la Communauté économique. Il proposait d'utiliser à ce propos les possibilités offertes par le Traité de Bruxelles du 17 mars 1948, modifié par les accords de Londres et de Paris d'où naquit l'UEO. Le préambule du Traité affirme en effet que les sept pays s'engagent "à promouvoir l'unité et encourager l'intégration européenne". En outre, il prévoit entre les signataires une collaboration "en matière économique, sociale, culturelle et de légitime défense".

(suite de la p. 3.)

au-devant de la loi. Celle-ci viendra après pour consacrer la situation.

Voilà pourquoi on doit agir avant d'attendre qu'un ordre public international, avec la loi pénale, et son tribunal et son armée super-étatique, arrivent à assurer le «habeas corpus» des peuples.

En effet, si «la justice et la force ne peuvent rien l'une contre l'autre», c'est seulement par leur collaboration que la vie sociale peut être maintenue.

(1) Des réfugiés politiques de gauche et d'extrême-gauche, des intellectuels pauvres et des ouvriers des pays de l'Est ayant comme seul capital leurs bras et leurs cerveaux, se trouvent en France, non pas pour fuir le communisme, mais pour échapper à la tyrannie soviétique.

(2) La Bessarabie qui a fait toujours partie de la Moldavie, fut cédée aux Russes, en 1812, par les Turcs. En 1856, le traité de Berlin a rendu à la Moldavie les trois départements.

Quand naquit l'UEO, déjà existait la première des Communautés européennes, celle du charbon et de l'acier, fondée sur le principe de l'intégration et de la supranationalité. Per contre n'existaient ni le Marché Commun ni l'Euratom qui devaient permettre la réalisation d'une complète union douanière et la naissance d'une véritable union économique entre les six pays qui en font partie.

### Le plan Harmel

M. Pierre Harmel invitait ses partenaires à examiner les problèmes suivants:

- 1 - organisation politique de l'Europe;
- 2 - rapports entre les pays de l'UEO et les autres pays de l'Europe occidentale;
- 3 - définition d'une position européenne en face des Etats-Unis;
- 4 - programme de politique commune vis-à-vis de l'URSS et des autres pays de l'Est européen;
- 5 - action de l'Europe dans le "tiers monde";
- 6 - formulation de la responsabilité que l'Europe entend assumer dans les crises extra-européennes;
- 7 - organisation de la sûreté et de la défense de l'Europe;
- 8 - rôle que l'Europe doit tenir dans le cadre de l'organisation défensive occidentale;
- 9 - Les problèmes de la jeunesse et du rôle politique qu'elle demande à jouer;
- 10 - les problèmes de la coopération technologique et culturelle.

La conférence de Rome était présidée par le sénateur Giuseppe Medici, ministre italien des affaires étrangères. L'un des motifs qui ont amené la réunion romaine est le sentiment croissant de la faiblesse de notre continent, incapable de garantir sa sécurité et son autonomie; sentiment qui s'était manifesté en particulier de façon dramatique lors de la récente session parisien-

## L'EUROPE UNIE DES HOMMES D'AFFAIRES

*Là où les politiciens échouent, les hommes d'affaires réussiront peut-être. Nous avons signalé à maintes reprises dans ces colonnes l'importance des accords conclus entre les grandes firmes de production européennes. Les avantages en sont incalculables du point de vue de l'unité de notre continent. D'une part nous échappons à l'influence américaine et nous engageons sur la voie du défi à opposer efficacement aux deux blocs. D'autre part, ces ententes entraînent des accords fructueux sur la circulation de la main d'oeuvre, l'unification des salaires et des législations du travail, etc., sans oublier la fusion des diversités des goûts et des intérêts, la plus grande fraternisation et compréhension à tous les niveaux, des cadres à la main d'oeuvre. Le récent accord entre les deux grandes industries automobiles Fiat et Citroën, a fait couler beaucoup d'encre. Conclu grâce à la ténacité de deux grands businessmen qui croient à l'Europe, MM. François Michelin et Giovanni Agnelli, il a été sanctionné par le communiqué suivant:*



*« En vue d'un meilleur développement de l'automobile en Europe. Citroën et Fiat ont établi un accord d'étroite coopération dont*

communication a été donnée aux autorités des deux pays.

« Cet accord prévoit la création d'un organisme commun à composition paritaire qui devra assurer la coordination des activités d'études et de recherches, des programmes d'investissement et de production, des approvisionnements et des ventes. Cette coordination se propose d'améliorer l'efficacité technique et commerciale de chacune des deux entreprises et de leur assurer une plus grande compétitivité sur les marchés.

« Dans cette perspective et afin d'assurer le succès de la coopération ainsi envisagée, les deux sociétés sont également convenues de l'opportunité de compléter leur accord technique par un accord financier établi sur des bases qui ont été considérées comme bien équilibrées.

« L'accord en question prévoit la constitution d'une société holding, de nationalité française, qui détiendra la majorité des actions Citroën.

« Dans ce holding, Fiat aura une participation minoritaire lui assurant une présence dans le capital Citroën sans en altérer l'équilibre actuel.

« Dans le même esprit, Citroën aura la possibilité, par un droit d'option, d'acquiescer une participation dans le capital de Fiat dont le montant correspondra à l'apport initial de Fiat mentionné plus haut.

« Ainsi constituée, la coopération des deux maisons devrait permettre l'accroissement de leur compétitivité, seul garant de la stabilité de l'emploi et de son développement futur ».

(suite de la p. 4)

ne de l'Assemblée parlementaire de l'UEO. Au cours de cette session l'Hon Giuseppe Vedovato, vice-président de la Commission de défense, et de l'armement, de l'organisation avait lancé un cri d'alarme significatif affirmant que "le communisme en crise est peut-être plus dangereux qu'un communisme en phase d'optimisme".

Ce cri d'alarme paraît plus que justifié: d'imposantes forces navales soviétiques sont concentrées en Méditerranée; les récents événements de Tchécoslovaquie, l'écho des menaces qui pèsent sur la Roumanie, la Yougoslavie, l'Albanie et Berlin-Ouest: autant de situations qui rappellent fâcheusement celles qui s'instaurèrent à la veille de la dernière guerre mondiale, quand l'impérialisme nazi abattait l'un a-

près l'autre tous les obstacles qui s'opposaient à son expansion. Pour activer le processus d'unification européenne qui peut seule nous mettre en mesure de nous défendre efficacement, le ministre belge a suggéré au sein de l'UEO une sorte d'Europe des Patries indépendamment de la Communauté économique et autres organismes.

Toutefois, M. Lipkovski sous-secrétaire français aux affaires étrangères, n'a pas cru devoir donner son accord à l'adoption de la procédure qui aurait marqué un commencement de réalisation de ce projet. "Il convient — a précisé le ministre français — de ne pas réveiller les ombres de la guerre froide... Pour conclure la conférence a décidé de préparer pour janvier une autre réunion non sans avoir examiné et approfondi entre temps la proposition belge.

# A L'AVANT-GARDE EUROPEENNE

par Michel de la Ventolière

Les gaullistes avaient demandé aux Français une majorité capable de gouverner sous le signe des responsabilités graves qui incombent à la France à la suite des troubles de mai-juin. Le peuple français est allé au delà de cette nécessité immédiate; il a appelé son gouvernement à des tâches beaucoup plus difficiles: il a investi le gaullisme d'une majorité française tout court. Au lieu d'une majorité simplement gaulliste qui aurait permis au parti politique des gaullistes de gouverner la France dans les conditions de l'équilibre traditionnel et dans l'ordre strictement nécessaire au maintien de l'existence nationale, le peuple français a donné aux gaullistes une majorité française, une majorité largement nationale qui témoigne non seulement du ralliement autour de la personne du Général de Gaulle, mais qui est à la fois et surtout, un mandat spécial confié à un parti politique appelé désormais à gouverner moins en parti politique et davantage en mouvement de rassemblement national. Les gaullistes n'ont ni le droit ni le moyen d'ignorer la nature de ce mandat: il est français, il est national, il est européen et, dans une large mesure, il est révolutionnaire dans le sens que c'est le peuple qui a montré la voie aux hommes politiques, cette voie qui part de la tradition française comme élément de base de la nouvelle condition humaine et mène vers l'avenir de l'Europe, telle que les gaullistes l'ont promise.

Voici donc pour la première fois dans l'histoire de notre continent qu'un peuple dans sa majorité a pris sur lui de donner un mandat national et européen à la fois, accomplissant ainsi la première phase de la révolution des moeurs parlementaires; il a considéré qu'une simple majorité politique ne suffirait pas à la France pour maintenir son rôle européen et pour accomplir en même temps l'ensemble de réformes nécessaires pour entrer dans une nouvelle condition humaine. Le peuple français vient d'investir un parti politique d'un mandat national et européen à la fois, le forçant ainsi d'agir désormais dans un cadre gigantesque et dans le sens historique qui laisse la notion de parti

politique bien en arrière. C'est l'explication de la majorité française d'aujourd'hui et c'est la raison de la défaite humiliante de tous ceux qui aux yeux du peuple français se sont présentés en hommes de parti. Le peuple français a trouvé que ce n'était pas assez d'être un parti politique pour gouverner la France d'aujourd'hui; il s'est donc tourné vers ceux qui se montraient aptes à opérer cette transformation révolutionnaire du parti en un rassemblement national, vers ceux qui avaient déjà prouvé qu'ils pouvaient gouverner la France en Français tout en étant dédiés à la cause commune européenne.

## *Le gouvernement français*

### *responsable envers l'Europe*

Le gouvernement français est désormais responsable envers les Français aussi bien qu'envers l'Europe. C'est le sens de son mandat. Il est juste donc de dire que ni la participation, ni la justice sociale, ni la politique économique de ce gouvernement ne devraient jamais se faire que dans le cadre strict des intérêts européens. Que le gouvernement français veuille faire de la participation la fête du grand partage du «gâteau national» ou qu'il veuille en faire la nouvelle condition humaine basée sur la responsabilité graduelle et proportionnée dans un nouvel ordre, ceci ne concerne pas seulement les Français mais aussi l'Europe. Que le gouvernement français veuille cultiver le paternalisme indulgent à l'égard des cancrenes de ses universités ou qu'il veuille s'en débarrasser par des mesures rigoureuses de recyclage rationnel afin de redéfinir ses élites à tous les niveaux, ceci aussi, est une affaire européenne aussi bien que française. Enfin, que le gouvernement français veuille colmater les brèches faites dans son économie par les actions irresponsables et inuti-

les bien agencées du dehors ou qu'il veuille, au contraire, prendre des mesures de vraie guérison grâce à un partage juste de charges, puisqu'il s'agit de participation, ceci est avant tout une chose qui concerne l'Europe.

Ce ne sont que quelques aspects de la responsabilité du gouvernement français sur le plan européen et nous savons déjà qu'à Paris on accepte cette responsabilité avec courage et abnégation.

### *La désintégration de la France européenne*

Cependant, ceux qui ont échoué en mai-juin nous assurent qu'ils reviendront à la charge, car leur objectif reste encore la désintégration de la France européenne. Dans tous les secteurs de la vie sociale et économique, il y a des cancrs, des ratés et des faibles d'esprit que les organisateurs de l'attentat contre la France pourront facilement mobiliser. Il est donc évident que le gouvernement français aura à faire face au deuxième acte du drame de mai-juin.

L'Europe aurait le droit de douter de la capacité d'un gouvernement français qui continuerait à permettre qu'une poignée de cancrs de ses universités trouble l'ordre public, décide contre l'ouverture des cours universitaires et désorganise le travail dans quelque secteur que ce soit. Ces cancrs continuent à monter des barricades et à fomenter l'insurrection et nous savons que leur intention n'est nullement d'obtenir des réformes, mais d'amener la désintégration du pays. Le gouvernement français sera un jour obligé d'admettre, s'il ne l'a déjà pas admis, qu'avec ces cancrs il ne faut parler ni de participation ni de réforme, mais d'ORDRE purement et simplement, avec l'appui de tout ce que cela implique.

### *Ceux qui croyaient faire la révolution*

Les maoïstes, les anarchistes, les "pop-artistes", les cancrs, les professeurs qui se sont montrés indignes de leur mission et qui en tutoyant leurs élèves croyaient faire la ré-

volution, les instituteurs qui ont perdu le sens de l'apostolat qui ennoblissait leur profession, les naturalisés qui ne le sont que sur le papier, les étrangers qui prennent la France pour leur champ du manœuvre, bref, tous ceux qui ont perpétré l'attentat contre la France et L'Europe et qui le feront encore, avec les quelques Français qui ont oblitéré la France de leur coeur, doivent faire l'objet de l'opération de nettoyage. Et puisqu'on a beaucoup parlé des élections de la peur, il faut le dire ouvertement, ils nous ont fait peur, car ils n'avaient rien à perdre sinon leurs maîtres de l'étranger, cependant que nous avons tout à perdre y compris l'avenir de l'Europe qui n'appartient pas seulement aux Français.

Par ce qu'ils ont montré et par ce qu'ils sont, ces égarés se sont placés en dehors de la France, en dehors de l'Europe et ils ne représentent chez nous que la plaie pustuleuse d'une gangrène asiatique bien utilisée par ceux qui dans le monde civilisé voudraient bâtir leur bonheur sur les ruines de la France et de l'Europe.

### *Notre peur à nous...*

Notre peur à nous, la peur que nous avons eue devant les hordes nazies et les hordes rouges, la peur que nos ancêtres ont ressentie devant les envahisseurs barbares, la peur de savoir que l'assassin se trouve parmi nous, cette peur sur laquelle nous avons bâti la civilisation européenne, la peur de l'homicide, la peur de commettre le déicide, la peur de souiller on de voir souiller l'âme que nous croyons encore tenir de Dieu, nous n'en sommes pas gênés, car c'est grâce à cette peur que nous avons sauvé tant de fois le patrimoine de notre civilisation et de notre culture. Pour que les cancrs qui s'instruisent des pensées du président Mao, comprennent mieux je dirai que notre peur est celle du vigneron de voir la lie monter à la surface de son vin.

C'est au nom de cette peur que le gouvernement français a reçu au lieu d'une majorité politique de parti, une majorité nationale française et européenne à la fois et l'Europe entière, les amis de la France qui sont les amis de l'ordre et de la justice espèrent que le gouvernement français aura le courage de proclamer cette vérité et d'agir en conséquence.

C. RACOVITZE

## VISION ANTI-EUROPEENNE D'UN ANTI-EUROPEEN

Il est impossible de donner un titre à l'article publié dans le Sunday Express du 2 juin par M.A.J.P. Taylor, « historien professionnel » selon ses propres dires, mais plus connu du public anglais comme auteur d'articles politiques qui ne gêne jamais l'ordre et lui assurent un accueil favorable dans les deux partis politiques.

Sous le titre: **L'Allemagne, sera-t-elle la suivante à exploser?**, M. Taylor montre d'avantage ce qu'il veut attaquer que ce qu'il voudrait prouver. Son article tient en partie de l'exhibitonisme et en partie du prolix, les deux venant de l'Anglais et de l'anti-historien à la fois, car en effet, de son propre aveu, M. Taylor a pratiqué, comme presque tous ses contemporains, l'anti-histoire. L'article intéresse l'opinion européenne par la confession avec laquelle il commence et par la vision qu'il donne de l'histoire européenne et c'est pourquoi, il serait bon de commencer par cette confession à la Rousseau que nous traduisons :

« Je fais aujourd'hui une confession grave d'erreur. Je suis historien professionnel et j'ai dégradé pendant des années ma propre profession. J'ai refusé de croire que l'étude du passé nous aide à comprendre l'avenir. J'ai toujours dit que l'histoire est tout simplement un plaisir intellectuel à étudier pour l'amour de l'art. Je n'ai surtout pas cru que l'histoire passée de l'Europe était importante pour le présent de l'Europe. J'ai pensé que les peuples de l'Europe, oubliant leurs querelles et leurs traditions, s'étaient engagés dans la poursuite commune de la « Affluent Society » (la Société de l'abondance) ».

Cette confession suffit pour justifier le titre d'antihistorien, car méconnaître le passé historique de n'importe quelle nation et prétendre encore faire de l'histoire, c'est tout simplement contraire à toute conception scientifique dans l'étude de l'histoire proprement dite. Mais ce n'est pas le seul élément de surprise dans la confession de M

Taylor; ce n'est même pas une surprise, car la plupart des « historiens professionnels » anglais pratiquent ce genre d'histoire et c'est le seul genre qui se trouve à la portée des jeunes générations d'Anglais que l'on aimerait voir un jour encadrés en Europe.

### *L'Europe ne fait pas partie du Commonwealth britannique*

L'élément de surprise douloureuse dans la confession de M. Taylor est sa croyance que les nations européennes pourraient jamais oublier leurs traditions et même leurs querelles. Depuis des années, les nations de l'Occident européen font des efforts héroïques pour guérir les plaies que leurs querelles anciennes leur ont infligées, par le pardon, par l'objectivité historique, par la collaboration et la communauté d'intérêts et surtout par la création d'une Europe qui devienne un jour indestructible. Or, ce processus de guérison ne signifie nullement rayer le passé dans l'oubli, mais faire en sorte qu'il ne nous rattrape plus et qu'il ne maintienne plus d'hypothèque sur notre avenir. Le passé est déjà incorporé dans les douleurs des Européens; il fait déjà partie de la tradition qui nous enseigne sans cesse quelque chose par ses aspects positifs et négatifs. Apprendre le sens de ces leçons, c'est guérir, c'est construire l'Europe. Voilà ce que M. Taylor avait pris pour de l'oubli et comment il est arrivé à faire de l'anti-histoire. Quant à croire que ces nations européennes allaient oublier leurs traditions rien que pour accéder à l'état de bien-être de la formule anglo-américaine, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il s'agit ici d'une tendance moderne cosmopolite et athée de l'esprit monstrueux soi disant intellectuel qui est en train de dévaster la société anglo-américaine et qui

n'a presque pas d'écho dans la société européenne.

Cette croyance montre M. Taylor davantage dans la lumière du politicien anglais que dans celle de l'historien, car en effet, l'Angleterre est le seul pays occidental de la sphère européenne qui ait complètement perdu ses traditions nationales et qui à l'heure actuelle n'ait plus de folklore. Tout a été perdu ou abandonné dans la fièvre de la « Révolution industrielle » et dans le bled des colonies. Les Anglais sont toujours les seuls à croire que les Irlandais, les Gallois et les Ecossais aient pu oublier leurs traditions et leurs querelles pour se vautrer dans la paix anglo-saxonne et le bien-être et même maintenant quand ces nations commencent à montrer leur détermination à obtenir l'indépendance, les Anglais ne veulent pas comprendre qu'ils s'étaient trompés pendant des siècles. Ils appliquent la même optique historique à l'Europe et les efforts héroïques des Européens comme ceux des nations baillonnées en Grande Bretagne, efforts de guérison et de paisible résurrection, sont pris pour des signes d'oubli et d'abandon devant la supériorité anglo-saxonne.

*Pour l'Angleterre  
il n'y a que  
l'optique anglaise*

La confession de M. Taylor nous apprend que pour l'histoire, en Angleterre il n'y a que l'optique anglaise. Tous les phénomènes historiques de quelque nation que ce soit peuvent et doivent s'expliquer dans le cadre de l'univers anglo-saxon. Ce qui ne s'explique pas ainsi, n'appartient pas à la civilisation. En d'autres mots pour M. Taylor, produit de l'ordre contemporain britannique et « historien professionnel » de l'Angleterre, la civilisation est exclusivement anglo-saxonne. C'est dans cet esprit qu'ils ont formés les jeunes Anglais et c'est avec cette mentalité que les Anglais d'aujourd'hui font profession de foi européenne. Que Dieu épargne à l'Europe l'acquisition de pareils Européens, c'est tout ce que l'on puisse dire.

*Là où le complot  
est pris  
pour une révolution*

Mais la confession une fois faite, n'empê-

che pas notre anti-historien de persister dans son erreur. C'est ainsi qu'il continue son article pour proclamer sa foi dans l'esprit révolutionnaire de la France, esprit amplement démontré, selon lui, par les événements provoqués par la minorité de maoïstes, trotskistes et anarchistes du mois de mai. Le fait que cette minorité bruyante, bien manoeuvrée du dehors soit renforcée par les malfaiteurs et les étrangers en quête d'aventure, ne paraît pas affecter le jugement de M. Taylor. Il prend ce complot pour l'expression unanime du peuple français, qui s'adonne, selon lui, à la révolution permanente depuis 1789. Pour M. Taylor, les événements de mai dernier furent le retour, naturel pour la France, aux barricades de 1848, à l'esprit de la Commune et à l'élan de 1936, car en « historien professionnel », M. Taylor paraît croire à la répétition de l'histoire, même en 1968. Le fait que ni les syndicats français ni les autres catégories de Français n'ont accepté de se joindre au complot de mai, n'enseigne rien à notre « historien professionnel ».

Pour couronner ce monument d'anti-histoire, M. Taylor juge ainsi le Général De Gaulle :

« Il reste virtuellement le seul dictateur des temps modernes qui - en dernière instance - emploie son pouvoir pour défendre les principes démocratiques ».

Selon lui, et à sa manière, c'est une louange, mais ce qu'aucune personne de bonne foi ne peut comprendre dans ce pays c'est que pour la presse britannique et les représentants de l'ordre britannique, le Général de Gaulle puisse paraître dictateur cependant que tout président des Etats Unis qui dispose de tout le pouvoir dans son pays reste toujours non seulement un démocrate, mais le gardien de la démocratie par excellence. C'est à croire du moins que la presse et les responsables de l'ordre britannique ont choisi cette ligne de conduite pour des raisons entièrement étrangères à la réalité. Depuis plus de trois ans la presse britannique fait la propagande la plus hostile à la France. Elle a embrassé les intérêts de tous les éléments hostiles au gouvernement français afin de convaincre l'opinion anglaise et celle de la France autant que possible, que la France vit sous un régime de dictature. On se demande avec inquiétude si cette campagne doublée de l'accueil plus que favorable fait aux maoïstes de France n'est pas allée plus loin que l'information objecti-

ve et si ce n'est pas le cas de chercher les sources des malheurs français beaucoup plus en dehors de la France et en plusieurs directions. Pour ce qui est de la presse britannique et de son comportement pendant le mois de mai, on ne peut que s'étonner d'une attitude trop étrange pour des candidats à l'entrée dans la Communauté européenne. Que Dieu garde l'Europe de pareils Européens, c'est le cas de le dire à nouveau.

## *L'Allemagne*

*sera-t-elle la suivante*

*à exploser ?*

C'est le titre de l'article de M. Taylor. Après avoir fait ses louanges au « dictateur » d'outre Manche, il place l'Allemagne sous son microscope historique. Inutile de mentionner qu'en ce qui concerne le peuple allemand, il est selon M. Taylor, pourri d'hitlérisme. Il nous l'apprend :

**« On apprend aux écoliers allemands à leur enseigne que la deuxième guerre mondiale n'a pas été la faute de l'Allemagne plus que celle des autres pays ».**

Pour M. Taylor, les revanchards allemands sont déjà en passe de menacer l'Europe :

**« Là où les Français veulent la liberté les Allemands veulent l'Ordre. Et ce qui pour les Allemands signifie l'Ordre, pour tous les autres signifie Danger ».**

En anti-historien qui se respecte, M. Taylor avertit les Anglais contre le danger que représente l'Allemagne, en spécifiant que les Anglais ne devraient s'attendre à aucune démonstration d'amitié ou de respect de la part des Allemands. Pour lui, l'Allemagne, elle aussi, est en train, de retourner à ses traditions : la violence, le fascisme et le nazisme.

Ces affirmations tombent fort mal à propos, car il paraît qu'à l'heure actuelle c'est l'Allemagne qui aurait pris l'initiative d'organiser un prêt massif à l'Angleterre afin que celle-ci puisse payer ses dettes à court terme. En ami déclaré de l'Allemagne, l'Angleterre à compté et compte encore sur l'influence de Bonn pour l'aider à pénétrer dans la Communauté européenne où elle espère renflouer ses finances et ... dicter un peu. A

ce sujet, les Allemands qui n'ont certainement pas oublié leurs traditions, se souviendront peut-être du proverbe : **« Gott schütze mich vor meinen Freunden... »**

## *L'heure*

*de l'anti - Europe*

Conclusion? Quelle pourrait être la conclusion d'un anti-historien anglais en quête de célébrité? Quelle pourrait être la conclusion d'un Anglais qui prend les complots pour des révolutions et le sentiment national pour du nazisme? Quelle pourrait être la conclusion d'un produit de l'ordre colonial britannique sinon la « Splendide Isolation »?

*Nous avons prospéré quand*

*nous nous sommes*

*tenus à l'écart de l'Europe*

Selon M. Taylor l'Europe fait maintenant un retour à la révolution, au désordre, à la dictature et au nazisme; c'est un retour à ce qu'il croit être la tradition européenne, car en véritable anglo-saxon, il envisage d'une manière hautaine cette histoire trouble de sauvages. C'est pourquoi, il recommande aux Anglais le retour à leur propre tradition, car, il faut comprendre qu'en nations inférieures, les peuples de l'Europe auraient dû oublier la leur, mais les Anglais gardent la tradition sacrée, celle forgée peut-être dans les colonies :

**« Cette tradition est une tradition d'indépendance nationale et de Splendide Isolation »,** écrit-il.

Evidemment, l'anti-historien ne spécifie pas s'il faut commencer ce retour par le remboursement immédiat des sommes empruntées en Europe et le refus catégorique et fier du prêt qu'on espère obtenir de l'Allemagne et d'autres pays riches de l'Europe. Dans les colonies l'argent n'avait pas d'odeur, pourquoi en aurait-il en Europe?

# europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE  
REVIEW • BULLETIN EUROPEEN •

ROME

OCTOBER 1968



## NIXON

Republican Richard M. Nixon was elected 37th President of the United States and won an immediate pledge of support from Democrat Hubert H. Humphrey, the man he narrowly defeated. Capping a remarkable political comeback, Nixon surged to the White House. The long night after the polls had closed Nixon and Humphrey were in a virtual deadlock—and they nearly tied in the popular vote.

Nixon's edge was only 180,017 votes with more than 67 million votes cast. A half-hour later Nixon actually fell behind Humphrey in the popular vote—29,201,188 to 29,198,105.

But in the electoral vote column, where presidencies are won, Nixon had 287, Humphrey 172 and George C. Wallace, the American Independent Party candidate, 45. Victory required 270 electoral votes.

The 55-year-old former vice president went over the top by capturing Illinois'



26 electoral votes. Earlier he had reached the White House doorstep by taking California's 40 and Ohio's 26 votes.

Humphrey threw in the towel at noon in a somber, emotional speech at his Minneapolis hotel headquarters.

"I feel we have done a heck of a job," the 57-year-old vice president said, his voice seemingly near the breaking point. "I did my best. I have lost. Mr. Nixon has won."

His wife Muriel at his side, Humphrey said he had telephoned and wired Nixon his congratulations and support.

Nixon's victory statement, which he withheld until Humphrey conceded defeat, actually never contained a claim of victory. Instead the former vice president who lost a contest for the same office to the late John F. Kennedy in 1960, voiced his appreciation to his supporters, his workers and to his family.

Standing by his side in the grand ballroom at the Waldorf-Astoria Hotel were his wife Pat, his daughters Julie and Tricia and Julie's fiancé David Eisenhower.

Nixon told the crowd of several hundred partisans that he had also spoken this morning with David's grandmother, Mrs. Mamie Eisenhower, and that she had informed him her husband, the ailing former President Dwight D. Eisenhower, was "elated" with Nixon's victory.

Nixon said he had received a telegram from President Lyndon Johnson in which the chief executive, like Humphrey, had pledged to cooperate with him shaping the new administration.

Nixon said he hoped he could draw upon the experience and wisdom of both men in the coming days. Nixon made only one mention of the course he would take.

He said that it was summed up in a sign he saw held by a teen-ager in the town of Deshler, Ohio when he visited the small community aboard a campaign train October 22. The sign, held aloft in the dusk, said: "Bring us together."

"That will be the great objective of this administration at the outset. To bring us together," Nixon said.

He said he would have "an open administration," one in which Americans of all views would be heard.

"I am confident that this is a task we can undertake and in which we can be successful."

Nixon was in good spirits even though he clearly showed the strains of the campaign and of staying up all night receiving the returns.



He quipped that while he had always been claiming public victory: "We have had our doubts." But he said one member of his family never had any.

"Immediately after it became apparent we had Illinois my daughter Julie asked me to come to her room," Nixon said. "She had no doubts at all. This is it."

Nixon then held up a presidential seal done in a form of needlework known as crewel and about the size of a small platter.

Earlier Nixon recalled a phone conversation with Humphrey and said he knew exactly how Humphrey felt.

"I know how it feels to lose a close one, having lost a close one eight years ago," he said.

# CZECHOSLOVAKIA

## IMPLEMENTING THE ACTION PROGRAM

I consider the Action Program to be an open proposal of our present national policy. I expect that all those who are ready and able to formulate their ideas about the present complicated political and economic situation will express their views on it. I do not have in mind the former nationwide discussions. I simply want this Action Program to be the impelling force which will inspire other political parties and social and special-interest organizations to work out their own programs. No doubt others share my conviction that some major passages of this important party document lack clarity.

What do I have in mind? First, the program—and this I consider to be its advantage—leaves the door open for the formulation of the function of the noncommunist parties which are, and which will remain, part of the National Front, and which are, I believe, to play an important and positive role in the search for, and in the shaping of, the Czechoslovak model of a socialist society. I think that the role of the noncommunist parties in our political life cannot be decided alone by the party (of which I am a member), but also by the members of the other parties of the National Front, and by people who are members of no party. I am among those people who believe that the leading role of the communist party is not something sacred. I believe that the leading role of the communists in our society must be based on the fact that they are able to present to our people the best program, to propose the best means toward its realization and to recommend for the highest administrative and economic posts people with superior specialized, political and moral qualifications, those who can prove that the communist party has in its ranks the best brains and the best characters in this country, and that it makes the best use of them.

The program does not present in detail the model of a socialist planned market economy. At this moment, the controversy between the adversaries and supporters of the new system of management is not important. The conflict is rather between the supporters of different variants of our present and future economic

policy. The demands which the economic organizations have begun to raise concern better wages, working and living conditions of the various groups of the population actively working in the economic field. I am convinced that our answer cannot be simply that we do not have sufficient means to satisfy all these demands.

### Some Defects in the Program

A closer examination of our economic situation will disclose some reserves whose exploitation could help not only in satisfying those who have the loudest voices but in improving the lot of those who are really badly off. I believe that these reserves do not exist only in the budget but also in the whole economic sphere. I am sure that if we were able to make the fullest use of the free funds of the enterprises and of the favorable trade balance with the 'Comecon' countries, with a view to satisfying the most pressing social demands,



Dubcek and Smrkovsky

our public would accept it not only with satisfaction but also with the knowledge that the new government has embarked on a truly responsible and conscious social and economic policy.

Equally, the program fails to provide an actual definition of the new constitutional setup. In theory, it is clear that our republic is to be federated; the actual form of the federation, however, and the time when it is to become a basic part of the constitution are still a matter of guesswork. I think that we should not hesitate any longer but that we should state openly that no transition period with a provisional solution is required. This would be better for both the Slovaks and the Czechs. Instead of asking when federalization is to be constitutionally established, it is better to ask today what content the federal form of our republic is to have.

#### The Need for Institutional Guarantees

Finally, we come to a matter which no doubt is today the center of interest of the whole Czechoslovak people, i.e., the institutional guarantees of the present state of the Czechoslovak socialist democracy. There is little point in shutting our eyes to the fact that none of the democratic achievements to which we have become accustomed in the course of recent weeks is legally established. In order to avert fears that we might return to pre-January conditions and that we might overstep the framework of socialist democracy, it

would obviously be advantageous to exert adequate pressure upon the National Assembly to pass such institutional guarantees as would satisfy everybody. I am fully aware of the fact that we, who have supported the process of democratic regeneration (not only since January but for a very long time earlier), as well as those who have been delaying it, need a certain respite.

If this respite is to alleviate the anxiety of those who are concerned about the fate of democracy, and of those who worry about the fate of socialism, if it is to provide a true opportunity for reconciliation of all the groups of our society, and for a concentration of all the forces in the struggle to restore the unity of all the socialist and democratic currents in both our nations, it is obviously inevitable that the status quo, now based on word of honor, should be legally formulated and guaranteed by the authority of the highest legislative body in our republic.

Let me summarize. The program is a good thing. I back it fully and I would like it to be backed by all our people, in the knowledge that it is a program of democratization whose result will be a humanistic rebirth of the Czechoslovak socialist and, at the same time, democratic republic.

An economist, Radoslav Selucky, discusses the Action Program. Excerpts from *Prace* (Prague), April 11, 1968.

## HOW TO GUARANTEE DEMOCRACY

Excerpts from an article by Z. Jesenska published in "Kulturny Zivot" (Bratislava), April 5, 1968.

I want to speak about democracy. . . . Generally it is thought that democracy means the rule of the majority over the minority. This is only half the truth. Certainly there is no democracy where the minority governs. However, let us make no mistake—there is also no democracy where the rule of the majority is unlimited.

Always and everywhere, whatever the circumstances, democracy must also mean the protection of the weaker from the stronger, the protection of those who happen to be out of power from the capricious rule of those who govern—loosely expressed, this involves protection of the minority. This means not only ethnic, class or similar minorities. Each of us can belong

to the majority in some things and to the minority in others. And only those who are among the weaker in some sphere are entitled to say whether or not democracy exists in this country.

The Czechs cannot be judges of whether the Slovak question was correctly settled in this country; this question must be asked of the Slovaks. Nor can the Czechs say whether the rights of the German minority are protected in Czechoslovakia, a minority which, according to the Constitution, does not exist in this country; the theoretically nonexistent Germans must be asked this. By the same token, in a future federation, the Slovaks alone will not be able to judge whether they have protected the rights of the Hungarian and Ukrainian minority. The members of the Communist party have no business to declare that the so-called "partyless"

have equal rights and that all posts in civil life are open to them; only those who are not members of the party can assert this. The atheists should not try to convince anyone that full freedom of religion exists in this country; only the believers can confirm this. The so-called Aryans cannot declare that there is no longer any anti-Semitism in this country; it is the citizens of so-called Jewish origin who must be asked about this. . . . And so on, down to the last decimal unit. Under the kind of socialism that we have had to date, those who were more powerful never asked the weaker who held no power how they were faring, whether they were satisfied with the conditions of life established for them.

Who really ruled? Theoretically this was the working class and the communist party—an assertion which is open to some doubt. Had the working class ruled, the trade unions would have been the most active and militant organizations in this country. As we know, however, it became necessary recently to awaken them from their lethargy. The working class did not rule; it was only said to rule. And the ordinary members of the communist party were passive because they were without power—this too has now been admitted. The government did not govern—this we heard long ago from the person best qualified to say this, the Prime Minister. At any rate, it was said that those who governed did so in the interest of the people. I am certain that many people were guided by this precept, and I do not want to belittle what has been done in the interest of the people of this country. However, we never heard anything about specific things that were done from those who were governed, from individual groups, from those who were weaker in some respects, from those who should have been protected from the power of this or that majority. And although various persons took their turn at the helm, for 20 years we heard only one thing: that those who ruled were doing an excellent job. For this reason, everyone had to be satisfied with them and, as servants of a gracious master, had to be grateful to them. . . . For 20 years, as far as the rulers were concerned, everything was fine and it was only among the people that all was not well. . . .

### THE NEED FOR PLURALISM

It was high time for these boring monologues of unending self-praise to end; it was high time for those who had been ruled and who were,

and still are, the weaker ones to speak. I believe it is essential in a democracy that the greatest possible variety of societies, associations and clubs whose origins are free and spontaneous be permitted to exist, allowing every interest its natural representation and an unrestricted right to be heard. In February 1948, in the name of the revolution, of unity and preparedness for action, we disrupted and destroyed all kinds of organizations, common-interest associations and groups, such as exist in every normal society and which are continually formed, or, as the case may be, dissolved. . . .

Of course, political parties are included in these various associations and clubs, societies (and organizations). Although we have been saying for 20 years that a multiparty system exists in this country, not many were deceived. After all, we began by depriving these other parties of their members and programs and of everything that constitutes a political party, and everyone knew that they were merely ciphers. In Slovakia in particular we turned them into frauds. Their small, awkward groups of delegates spoke only on certain occasions, offering greetings to the communist party, which they assured of their full support although, having no strength whatsoever, they had nothing to support it with. . . .

I cannot understand why socialism should be incompatible with the existence of several real political parties, which would, of course, be based on socialism and on the National Front. However, this is a matter of time, a matter of future development. Today it is of paramount importance for the communist party to formulate a new concept of its leading role in the changed political structure of this country . . .

Government was exercised in the name of the communist party and in the name of the people. Yet no one asked the people, nor the members of the communist party, whether they wanted leading personalities of this state to be handed over to the mercies of two of Beria's henchmen. No one asked them to decide who was to be arrested and who was to retain his liberty, at least for the time being; what political trials were to be staged; what charges were to be preferred and what verdict pronounced; who was to be executed, and who would be graciously allowed to stay alive. No one asked the Slovak nation whether it agreed to the repeal of the Kosice Agreement. No one asked the farmers whether they agreed with the underestimation of their work. No one asked writers and journalists whether censorship should be introduced and freedom of expression suppressed.

sed. No one asked the citizens whether they wanted to be ruled by the police and by bureaucratic dogmatism.

However, more is involved than these things, which are euphemistically called "deformations" and which, had there really been democracy, could not have consumed our society like a cancer. Something more important is involved, something that was inherently bad and about which I—as a member of the communist party—only began to think in the past few days.

In the summer of 1963 the Central Committee passed a resolution concerning the review of some political trials... I was staggered by the harsh and even threatening tone in which it was emphasized that the Central Committee—I quote—"in actual fact set this in motion on its own initiative..." and, moreover, "without external pressure and not because of the urging of various small groups", meaning the ordinary members of the party or non-members.... Even then I said that I could

not understand how the supreme body of the ruling party could boast that no one had exerted any pressure on it, that it had not listened and did not want to listen to the opinions of others, that none of the party members and none of the 14 million inhabitants of this state had any influence, and that no one should even dare to imagine that he could have any influence. This was a tacit admission of how far the degeneration of democracy had progressed in this country.

#### Toward a New Beginning

I have mentioned this to show that we must now start again from scratch...

During the past month, I have often heard that some limitation of liberties was inevitable after February 1948, as is the case in every revolution; what was wrong was the fact that the period of dictatorship lasted too long. It is about time that we dropped this self-deception also. Yes, every revolution is an exceptional and temporary state, but in our country no freedoms were abolished temporarily, since the Stalinist model of socialism, or in other words, the police bureaucratic system, established itself permanently. It was not said that freedoms were to be curtailed for a certain period of time. It was stated that "this" was the perfect freedom and that anyone who did not believe it was an enemy of the Czechoslovak people.

Democracy has not yet even started to be introduced in this country and what we have now are no more than intermittent flashes of it. It has not yet become the foundation of our social organization.... The conservative forces in this country have been beaten and a simple return to the old conditions is, for the time being, impossible. Today we face another alternative. Either we shall stop halfway and be satisfied with semidemocratization, or we shall go whole hog and install a true democracy. Only in the latter case shall we have what everybody is asking for—guarantees. All sorts of guarantees: constitutional, legal, institutional and others. And yet, however many guarantees there are, a shrewd combination of the powerful will always be able to circumvent them and bring them to naught. Only you who listen to me can be the absolute guarantee....

The only guarantee lies in free citizens in a true democracy, aware of their sovereignty, demanding their rights and freedoms, persistently resisting any violation, however small, of these rights and freedoms, and at the same time respecting those of others.



## CZECHOSLOVAKIA: REVOLUTION OR REVOLT?

From a lecture by Prof. Ivan Svitak, delivered at the School of Philosophy of Charles University, Prague. Published in "Student" (Prague), April 10, 1968.

Are we experiencing a revolution or a revolt? Revolution means structural social changes—changes in the relationship between classes, in the structure of the economy and policy, and in the mechanism of power. Revolt means a changing of the guard which does not affect the structure of society. Whether we are going through one or the other experience will be decided by us. . . . Events can still turn in either direction.

The possibility of a revolt leaves us completely indifferent. We have no reason to be enthusiastic about a change of persons. Sociologists and philosophers know that "institutions are stronger than people," that without the controlling mechanism of public opinion, every member of an elite, without exception, must degenerate. Antonin Novotny entered the scene as an exponent of liberalization. Polish youth must build barricades at the university against the Polish national hero of 1956.

On the other hand, we are very much interested in the alternative possibility of structural changes because it opens a new road toward an open socialist society, i.e., toward socialist democracy. This (possibility) is, however, very remote, although, at present, there is a nationwide illusion (that it is close at hand), an illusion which springs from the resignation of a few officials. The student has no reason to support these illusions; on the contrary, he must be on the lookout for frauds which will show up during the period when we are deciding on the nature of the state in which we shall live.

If we examine the results of the three-month-old rebirth objectively and critically, we have to conclude that, with the exception of the temporary lapse of censorship, no structural changes have taken place in the mechanism of the totalitarian dictatorship. In Czechoslovakia, one party still has a monopoly in political life, and at present, there exist no procedures, such as are common in a democracy, to express the political will of the people.

The hierarchical concept whereby the state organs and social organizations are all directed from one center endures without change. This is incompatible with democracy whose substance consists precisely in the fact that political

decisions are formed by certain social processes in which individual components play a relatively independent role. On the lever of ideology (in a democracy), there is competition among ideological values and among political programs. On the level of state power, there is a reciprocal limitation of the powers of the legislative, administrative and judicial branches (i.e., the parliament, government and independent judiciary). Finally, in the economic sphere and as regards the civic activities of the population, an independent role is played by the special-interest organizations, the bureaucracy of the apparatus and by public opinion.

At present, there is one element which justifies our hopes in the democratization process, i.e., the sincere expression of public opinion. The counterattacks of the conservative forces will therefore be concentrated on it in the very near future. They will call for moderation and will offer new economic programs instead of basic political changes. We, on the contrary, must endeavor to make full use of the tolerated freedom and achieve democratic elections as a further step on the road towards a European socialist state.

This goal can be realized only by solving the basic conflict now going on in the Czechoslovak state. This conflict is not a matter of the relationship between the two nations, but of the structure of the totalitarian dictatorship. It is true that the bureaucracy of this dictatorship has destroyed the Stalinist cult, but it has retained unchanged the power structure of Stalinism, including the bureaucratic apparatus and the policy of the cultural whip. We must liquidate this dictatorship or it will liquidate us.

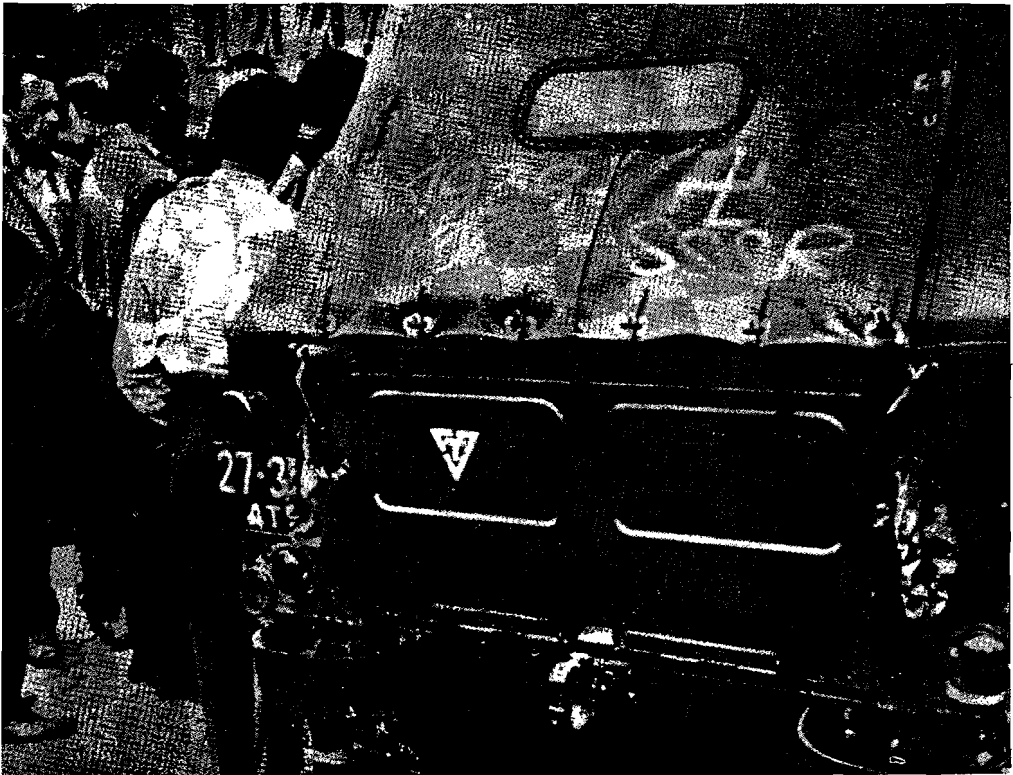
The liquidation of totalitarian dictatorship and of totalitarian thinking is a prerequisite for the achievement of democratic socialism. The totalitarian dictatorship is our number one enemy. We have enough heads and hands for the program of socialist freedom, but we are also confronted with the apparatus which obstructs it. If the question is put, "Whence, with whom, and where?" we can answer it briefly: "From Asia, by ourselves, toward Europe."

This means (we must move) from totalitarian dictatorship toward an open society, toward the liquidation of the power monopoly and effective control of the power elite by a free press and public opinion. (We must move) from the bureaucratic control of society and culture by "cutthroats of the official line" (C. Wright Mill's phrase) to the application of the

basic human and civil rights, at least to the extent that they existed in the bourgeois democratic Czechoslovakia. (With whom?) With the workers' movement without its bureaucrats, with the middle class strata without the groups of willing collaborationists, and with the intelligentsia at the head. The intellectuals of this country must assert their claim to lead the open socialist society toward democracy and humanism, if the irrational dialectics of despotism and power are to end.

The main characteristic of the present changes is that so far no substantial changes have

occurred, that the structure of totalitarian dictatorship has remained untouched. There are only freedom of the press and some kind of hope for democratic elections and a reorganization of the power functions in the state. We are indifferent to the change of cadres who were appointed by an utterly undemocratic system, but we are interested in a lasting democratization process, i.e., in the permanent transformation of totalitarian dictatorship into a European system with a democratic form of government.



Nazism and communism: the same thing...

# Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

*Sous le signe de  
la haine  
de l'Europe... et des Français*

En juin il y a eu l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Des pèlerinages sur la plaine historique aussi bien que des discours mi-historiques mi-politiques ont rappelé à ceux qui voulaient bien écouter, la haine de l'Ogre qui de nos jours revient pour troubler les projets anglais, en la personne du général De Gaulle. Rien n'a été épargné pour faire de cet anniversaire une manifestation anti-européenne en général et anti-française en particulier. La presse parlée et écrite a fait de cette célébration une occasion unique dans l'histoire moderne de l'Angleterre.

*Une seule voix*

Une seule voix s'est élevée pour proclamer la raison et pour rappeler aux Anglais qu'ils étaient en juin 1968 et cette voix fut celle du conservateur le plus authentique; le nationaliste Enoch Powell, devenu aujourd'hui le leader populaire de la nation entière.

En effet, le 18 juin, M. Enoch Powell a parlé devant le Comité Consultatif des Femmes Conservatrices à Weybridge, justement à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Il a célébré ce jour à sa manière: sous le signe de l'amitié anglo-française en proclamant l'identité absolue des intérêts des deux pays.

*...censurée  
par le consensus*

Seulement, le consensus maintenu par M.

Heath de commun accord, a opéré dans ce cas aussi efficacement que possible: la voix de M. Powell a été pratiquement censurée, car ni la presse écrite ni celle parlée n'ont donné publicité à ce discours. C'est avec retard que j'ai pu me procurer le texte et je constate que M. Powell avait rendu le plus sincère hommage à l'Europe et à la France en proclamant courageusement son accord total avec l'univers européen français. Sous la férule de M. Wilson et de M. Heath qui se proclament à toute occasion européens et européistes, le peuple anglais n'a pas pris connaissance du seul discours qui ramenait l'histoire à ses dimensions modernes et qui proclamait hautement les réalités de 1968.

*Du nationalisme  
anglais  
à l'Europe*

M. Enoch Powell avait commencé son discours en rendant hommage aux leaders anglais du temps de Waterloo qui, selon lui, tenaient l'Europe au centre de leurs préoccupations politiques et économiques. En déplorant l'orientation de plus tard vers l'identité avec l'empire des Indes, M. Powell a attaqué la politique présente de l'Angleterre qui s'entête à vouloir une Grande Bretagne mondiale et « non pas une Grande Bretagne des européens isolationnistes », selon les dires mêmes du Ministre du Commonwealth. A ce sujet, M. Powell s'est demandé:

« Qu'est-ce qui nous arrive pour que nous seuls parmi toutes les nations du globe, ayons placé le centre de notre univers dans quelque autre hémisphère — aux Indes, dans le sud-est asiatique, dans l'Afrique centrale — bref, partout sauf là où nous sommes, partout sauf là où nous vivons? ».

*Malade  
mentalement sinon  
physiquement*

Il a expliqué que les défaites continuelles de la politique anglaise sont dues au fait même que l'Angleterre continue à placer le centre de son monde ailleurs qu'en Europe afin de maintenir l'illusion de la grandeur mondiale, en concrétisant la situation par ces mots:

*« Une nation qui affirme continuellement qu'elle est encore grande comme un homme qui prend sa température toutes les demi-heures. bonne indication qu'il est malade, du moins mentalement sinon physiquement ».*

*Il est temps  
de se réveiller*

M. Powell a ensuite montré qu'il était temps que les Anglais se frottent les yeux et qu'ils se réveillent à la réalité et ici, il fait sa profession de foi européenne:

*« Economiquement nous valons ce que cette île a à vendre, pas plus pas moins. Du point de vue stratégique nous sommes aussi forts que notre possibilité de défendre cette île, avec des alliés ou en cas extrême si possible, sans eux ».*

Ceci nous paraît un point de départ vers l'indépendance nationale de la conception gaulliste et vers la défense « tous azimut » et dans ce point de départ énoncé par M. Powell on trouve la base d'un dialogue anglo-français sur le plan européen.

*De Waterloo  
à l'identité de vues et  
d'intérêts...*

Retenant une valeur concrète pour l'expression « Europe occidentale », M. Powell rejoint la France le jour même de l'anniversaire de la bataille de Waterloo:

*« Dans cette Europe occidentale à laquelle nous sommes si étroitement liés, notre voisin le plus proche est la France. Elle est si près que l'on peut arriver à un axio-*

*me de la politique britannique, axiome selon lequel la puissance et la stabilité de la France sont du plus haut intérêt pour la Grande Bretagne et plus la compréhension entre la France et la Grande Bretagne sera profonde et puissante, plus solide sera la sécurité de notre pays et la conduite de sa politique. Ceci pourrait paraître paradoxal le jour de l'anniversaire de la bataille de Waterloo et surtout en 1968 quand une série d'événements pendant les années récentes ont trouvé nos deux pays en opposition ».*

*Un monde  
commun pour la France  
et pour l'Angleterre*

M. Powell a expliqué à son auditoire que peu d'Anglais se rendent compte que le temps de l'empire des Indes étant révolu, l'Angleterre se trouve en 1968 dans le même monde que la France et il a proclamé:

*« A partir de maintenant, pour nous la Méditerranée est le flanc sud de l'Europe, particulièrement de l'Europe qui est aussi presque, quoique pas entièrement, l'Europe de la France. A partir de maintenant notre politique en Europe est uniquement conditionnée par la sécurité du littoral occidental qui comprend nos îles; et en cela, aussi loin que la prudence humaine va, les intérêts de la France et de la Grande Bretagne ne peuvent jamais être séparés ».*

Cette profession de foi européenne ne pouvait nullement convenir ni au gouvernement travailliste ni à M. Heath qui ont d'autres visées en Europe. C'est pourquoi, la presse du consensus et la B.B.C. ont appliqué là leur système de censure. Seulement, à l'heure où nous sommes en Angleterre, M. Enoch Powell est devenu de loin le porteparole de la nation britannique et tout le monde, amis ou adversaires, sait qu'avec ou sans M. Powell, le powellisme sera l'avenir de l'Angleterre. Les militants conservateurs commencent à voir en M. Enoch Powell "Le Churchill de nos jours" et dans les assemblées à travers le pays il est déjà proclamé comme tel. Mais la masse des Anglais, les ouvriers qui se détachent du parti travailliste pour le suivre, les étudiants qui l'acclament dans les universités et la bourgeoisie intellectuelle l'appellent "Notre de Gaulle". Quiconque connaît M. Enoch Powell, quiconque s'approche de lui et se sent

partagé entre l'amour pour l'Angleterre et solidaire avec l'Europe, sait que les masses anglaises ont raison.

### *Intégration raciale...*

Nous apprenons du Daily Telegraph du 10 septembre que M. David Ennals Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur et Sir Edward Boyle membre de l'opposition conservatrice ont donné un exemple d'intégration raciale avec les Sikhs de Londres. Prenant la parole devant une assemblée de Sikhs, les deux politiciens se sont présentés sans chaussures et la tête couverte selon la coutume des membres de leur auditoire. M. Duncan Sandys a vivement critiqué cette forme d'intégration à rebours en disant: « *Aucun Sikh qui se respecte ne rêverait d'oter son turban pour se conformer aux coutumes britanniques* ». Sans doute, c'est ce que les deux politiciens savaient et c'est pourquoi ils ont procédé à l'intégration à rebours. On se demande si l'Europe des Six aurait à en faire autant lorsque le plan belge aura réussi à contourner le veto français, comme M. Pierre Harmel l'espère.

### *750 cas de lèpre en Angleterre*

Mais il ne s'agit pas de malades missionnaires qui seraient rentrés chez eux en Angleterre avec la maladie contractée au cours de leur travail pour la civilisation. Il s'agit tout simplement des cas importés, car nous apprenons du Daily Telegraph du 17 septembre que M. Robinson, Ministre de la Santé publique a déclaré très discrètement: « *Jusqu'ici on ne m'a pas informé d'aucun cas indigène de lèpre* ». Comme les Anglais sont les indigènes en Angleterre, ils n'ont pas trouvé la chose difficile à comprendre.

### *Statistiques...*

Le magazine « Weekend » du 2-8 octobre nous apprend que la pause du thé coûte à l'Angleterre 247.000 heures de travail par semaine, soit environ quatre ans chaque jour.

Un Anglais consomme environ cinq à six tasses de thé par jour.

D'autre part, nous apprenons du Daily Telegraph du 4 octobre que les ouvriers de l'industrie du bâtiment consomment 1.000 millions de tasses de thé par an. Selon Dr. Richard Collins, directeur du Service de Recherche pour l'Industrie du bâtiment, le thé est beaucoup plus important que la recherche, car le manque de thé provoquerait la stagnation de l'industrie cependant que le manque de recherche ne pourrait qu'éliminer la chance d'amélioration ou de bénéfices encore inconnus.

L'industrie du bâtiment dépense 12.500.000 livres par an pour fournir le thé à un million et demi d'ouvriers. Selon ce directeur de recherche, il faudrait dépenser 100.000 livres dans des recherches sur la méthode de faire du bon thé pour l'industrie car seulement ainsi l'industrie serait prospère. C'est en effet une bonne idée et les amis européens de l'Angleterre devraient se hâter d'imiter cette conception du bien-être ou accepter l'Angleterre de M. Wilson dans la Communauté afin qu'eux aussi bénéficient du progrès que cela rapporte de ce côté-ci de la Manche.

### *Moins de bruit sur le Marché Commun*

La presse du consensus britannique a cessé d'agiter la question du Marché commun dans la première page. Maintenant les nouvelles concernant la tactique diplomatique de M. Wilson se trouvent reléguées à la page des nouvelles de l'étranger. Ainsi, le Daily Telegraph du 16 octobre, mentionne discrètement les déclarations du Lord Chalfont. L'éminent Lord nous apprend que la question n'est nullement sur la ligne morte et en lisant ses déclarations on découvre facilement qu'il s'agit au contraire d'une grande activité diplomatique déclenchée d'ailleurs par le plan de M. Harmel, Ministre belge des Affaires Etrangères. A juger par la presse qui appuie les manoeuvres travaillistes, on dirait qu'à la tête de la diplomatie européenne de Londres se trouve M. Harmel, bien secondé par Lord Chalfont et par l'Ambassadeur conservateur de M. Wilson à Paris, car comme on le sait, M. Heath a prêté à M. Wilson un de ses collègues pour aider aux... manoeuvres en Europe.

## La ronde des jumeaux

Pour des raisons spécifiques aux conceptions communistes, la presse soviétique appelle le parti travailliste et le parti conservateur « les jumeaux politiques ». C'est avec grand regret que je me vois forcé de retenir le sobriquet pour des raisons tout à fait différentes. En effet, lors des assises annuelles des deux partis, assises qui ont été tenues à Blackpool et à une semaine d'intervalle, l'impression de jumelage a été renforcée non seulement par l'identité des plans politiques, mais aussi et surtout par les méthodes employées et par le souci que les deux partis ont montré d'attirer l'attention de la nation sur les problèmes les plus mineurs et les plus insignifiants de la politique nationale. Chaque parti voulait cacher à la nation quelque chose: les Travaillistes, leur échec et les Conservateurs, leur manque de programme. C'est pourquoi, il ne serait nullement exagéré de dire que ces assises ont eu lieu sous les regards indifférents des Anglais dont l'attention était captée par l'unique leader qui offre quelque chose de précis à la nation, M. Enoch Powell qui justement, ne se trouvait pas sur l'estrade conservatrice.

Dans le décor artificiel et comique de foire de Blackpool, Travaillistes et Conservateurs se sont agités à tour de rôle sur l'estrade et ont crié les uns plus fort que les autres, dans les oreilles saturées de la nation.

Les Travaillistes ont demandé plus de temps, plus de confiance afin de s'accoucher du miracle économique qu'ils ne cessent de promettre depuis quatre ans. A leur tour, les Conservateurs menés par M. Heath, ont donné nettement l'impression qu'ils se sont déjà installés dans la défaite à venir. Ils n'ont rien proposé, ils n'ont rien déclaré sinon qu'ils s'engageaient à administrer un peu mieux l'Angleterre de M. Wilson si et quand la nation voudra bien les appeler au pouvoir.

M. Wilson a voulu rallier sa gauche en vitupérant contre M. Enoch Powell et en véritable jumeau, M. Heath, une semaine plus tard a suivi son exemple en attaquant sinon M. Powell, du moins le « powellisme » de toutes ses forces grisâtres de personne de bonne volonté enchaînée à la remorque travailliste et prisonnier de l'image qu'il se fait du « gentleman » leader conservateur que le garçon modeste qu'il fut une fois

avait toujours admiré et s'était promis de copier.

Bref, Travaillistes et Conservateurs ont servi à la nation des tirades sans importance et ont montré que leurs programmes restent en effet identiques sous le signe de l'internationalisme libéraliste, de l'impérialisme déguisé sous la forme illusoire du Commonwealth et de l'anti-européisme déguisé sous la forme d'une action diplomatique réservée aux oreilles des « cinq partenaires de la France ». Ce fut en effet le cocktail de l'impuissance du consensus des politiciens qui ignorent encore les réalités de leur propre pays et qui continuent à s'agiter piteusement au milieu d'un peuple indifférent.

## *Assises dominées par la personnalité d'un leader national*

A l'heure où M. Heath s'époumonait devant les assises de Blackpool afin de rassurer le peuple sur la politique de M. Wilson, le souffle de la nation, l'attention de la presse entière étaient suspendus aux lèvres de M. Enoch Powell. Il a suffi de cinq minutes que M. Powell s'est réservé à Blackpool pour qu'il fasse de ces assises son assemblée et pour que les acclamations debout emportent le jour. Aussitôt M. Powell parti, les assises sont tombées à nouveau dans l'oubli de la nation.

La presse de dimanche 13 octobre constate que la clôture des assises du parti conservateur n'a rien appris au pays sinon la confirmation de M. Powell dans sa position unique de leader national. C'est ainsi que le Sunday Telegraph, hebdomadaire de nuance conservatrice, consacre un grand article à M. Powell dans sa position incontestable de leader du conservatisme national britannique. Sous la plume de l'éminent chroniqueur de politique intérieure, Peregrine Worsthorne, l'article porte le titre: « *Leading the Leadership* ». L'auteur montre que M. Enoch Powell s'est maintenant établi définitivement dans le rôle de directeur de la direction du conservatisme britannique.

« M. Powell, écrit le chroniqueur, est le leader; il est à l'avant-garde en pionnier des nouvelles frontières du capitalisme ».

(suite de la p. 14)

Selon Peregrine Worsthorne, M. Powell est en train de faire accepter à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie une nouvelle conception de capitalisme national, capitalisme intégré au patriotisme anglais. Il peut y arriver, car il est le seul homme politique qui soit compris et suivi par les masses populaires.

« *Toute idée qu'ils (les Conservateurs) pourraient avancer sans M. Powell est entièrement fantaisiste* », tel est le verdict prononcé par Peregrine Worsthorne qui conclut son article ainsi.

« *Blackpool a montré qu'il est possible à M. Powell de diriger sans être le leader, de dominer les assises sans être sur l'estrade. C'est magnifique!* ».

En effet, on peut dire que physiquement les délégués étaient à Blackpool, mais leur esprit accompagnait M. Powell là où il parlait et attendait avec impatience qu'il donne un peu d'espoir à la nation frustrée sous la couverture douillette de M. Heath, le dauphin de M. Wilson.

*M. Powell sera  
un grand  
Premier Ministre*

Telles sont les paroles du Dr. A.D. Schultz, Conseiller américain de l'investissement qui a organisé une conférence d'études économiques à Londres.

Devant ce « séminaire » d'économistes et de financiers venus du monde entier, M. Powell a pris la parole pour défendre une fois de plus sa conception européenne du rôle de la Livre Sterling. Se rapprochant beaucoup de la thèse française à ce sujet, M. Powell a condamné le système monétaire présent. A la fin de sa courte allocution, M. Powell a été acclamé debout par tous les membres de la conférence, chose très rare chez des gens qui vivent aux prises avec les réalités les plus arides de notre vie quotidienne. C'est à la suite de cette ovation que le DR. A.D. Schultz a déclaré :

« *Le peuple britannique a trouvé un grand leader en M. Powell. Il sera un jour Premier-Ministre et il mènera la Grande Bretagne vers une grandeur inconnue d'elle depuis des décennies.* ».

## ENCORE

## JALTA ...

Quant, à la mort de Churchill, nous nous sommes permis de souligner quelles avaient été les graves responsabilités de cet homme d'Etat vis-à-vis des Pays d'Europe orientale tombés aux mains des Russes, nous avons été submergés sous une avalanche de protestations venues d'Angleterre et de ceux de nos lecteurs qui, en toute bonne foi, considéraient que nos observations à propos des interventions du vieux ministre britannique en Europe, étaient offensantes pour sa mémoire.

A cette occasion nous avons compris que pas un seul de ceux qui avaient protesté n'avait lu les Mémoires de Winston Churchill. Dans l'échange de correspondance qui en est résulté nous avons été bien souvent obligés d'envoyer en photo-copies des extraits du XI<sup>e</sup> volume des Mémoires de Churchill pour démontrer le bien-fondé de nos affirmations.

\* \* \*

Les négociations de Moscou furent relativement secrètes. Elles étaient connues également des Américains, des « entourages » de Roosevelt et de Churchill — et par « entourages » il faut entendre des dizaines et des dizaines de personnes qui du reste ont su garder si bien le secret que des hommes comme Iuliu Maniu et Constantin Bratianu en Roumaine, Milkolaïtch en Pologne, Nicola Petkof en Bulgarie, Benes et Masaryk en Tchécoslovaquie et l'Intelighentzia des Pays Baltes n'en ont rien su.

Ce groupe d'hommes politiques et ceux qui les suivaient, souvent fort nombreux dans leurs propres pays, ont fini leurs jours en prison et devant le peloton d'exécution vaincus jusqu'au dernier moment que... l'Angleterre ne les aurait pas abandonnés.

Et voici que nous reproduisons une fois de plus la fameuse page des "Mémoires" de Churchill que l'on ne connaît pas assez.

La "situation" actuelle de la Tchécoslovaquie n'en est elle pas une conséquence directe, de même que la présence de la flotte soviétique en Méditerranée? Le "Mare nostrum" des Latins est aujourd'hui le lac de MM. Kossyghine et Brejnev, disons-nous en première page... Voici le document qui est à l'origine de ce... renversement historique.

\* \* \*

« Nous arrivâmes à Moscou dans l'après-midi du 9 octobre, et fûmes reçus très cordialement et en grande pompe par Molotov et de nombreuses personnalités russes. Cette fois nous étions logés à Moscou même, avec beaucoup de soin et de confort. J'avais une petite maison parfaitement bien aménagée et Anthony (Eden - N. de la R.) une autre, auprès. Nous fûmes heureux de dîner et de nous reposer ensemble. A dix heures, ce soir-là nous eûmes notre premier entretien au Kremlin. Il n'y avait que Staline, Molotov, Eden, et moi, avec le major Birse et Pavlov qui servaient d'interprètes. On décida d'inviter le Premier Ministre Polonais, M. Romer, le ministre des affaires étrangères et M. Grabski un académicien âgé à barbe grise de beaucoup de charme et de vertu, à Moscou pour la première fois. Je télégraphiai à M. Mikoblaiczzyk pour lui dire que nous l'attendions avec ses amis pour les discussions avec le gouvernement soviétique et nous-mêmes, de même qu'avec le Comité Polonais de Lublin. Je fis clairement comprendre qu'un refus de participer aux conversations équivaldrait à un rejet définitif de nos propositions et nous affranchirait de toute ultérieure responsabilité vis-à-vis du gouvernement polonais de Londres.

\* \* \*

Le moment était propice à traiter l'affaire, et je dis: « arrangeons nos affaires dans les Balkans. Vos armées sont en Roumanie

et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents là-bas. Ne jouons pas à cache-cache dans les petits sentiers. En ce qui concerne la Grande Bretagne et la Russie, qu'en diriez-vous d'avoir les 90% de prédominance en Roumanie, tandis que nous aurions les 90% de prédominance en Grèce et que nous prendrions chacun 50% sur la Yougoslavie? Pendant que l'on traduisait ces propositions, j'écrivis sur une demi-feuille de papier:

Roumanie	
Russie	90%
les autres	10%
Grèce	
Grande Bretagne	90%
(d'accord avec les USA)	
Russie	10%
Yougoslavie	50% - 50%
Hongrie	50% - 50%
Bulgarie	
Russie	75%
les autres	25%

\* \* \*

Je poussai la feuille devant Staline qui entre temps avait pris connaissance de la traduction. Il y eut une courte pause. Puis il prit un crayon bleu et traça un grand signe, nous retourna la feuille. L'affaire avait été réglée en moins de temps qu'il n'en fallait pour le dire.

Naturellement, nous avions longuement et anxieusement considéré le problème et pensions seulement prendre des arrangements immédiats de temps de guerre. Tous les problèmes de plus vaste envergure étaient réservés des deux côtés pour ce que nous espérions être une réunion de paix, une fois la guerre vaincue.

Après quoi il y eut un long silence. Le papier marqué au crayon était au milieu de la table. A la fin je dis: « Ne pourra-t-on pas trouver plutôt cynique que nous ayons eu l'air d'en arriver à ces conclusions si fatales pour des millions de personnes, de façon aussi cavalière? Brûlons ce papier ». « Non, gardez-le » - dit Staline ».

# Une langue pour l'Europe

Notre appel à été entendu: un de nos lecteurs a bien voulu nous communiquer ses réflexions à propos du problème de l'unification de la langue en Europe. Nous publions volontiers son intéressante lettre en souhaitant que son exemple soit suivi.

... « J'ai lu votre article "Une langue pour l'Europe", paru dans le numéro de juillet dernier: et comme je suis espérantiste, je ne puis en approuver la teneur.

Je me permettrai d'en faire la critique en tâchant de rester objectif. La première partie m'a particulièrement frappé, car c'est un diagnostic exact du problème linguistique dans l'unité européenne.

Ce problème n'est pas de mince importance comme beaucoup le croient ou veulent le croire; au contraire, je pense que sans la solution du problème des langues, l'intégration européenne tout entière serait incertaine ou en tout cas incomplète.

Les raisons pour lesquelles les langues nationales sont à écarter en tant que langues internationales possibles, sont exactement indiquées et quiconque affronte la question avec un minimum de préparation historique ne peut manquer d'en convenir.

Mais en ce qui concerne l'espéranto, l'auteur de l'article montre nettement qu'il est mal informé.

En effet et qui sait pourquoi, l'espéranto est examiné non sur la base de la méthode historique jusque là utilisée, mais en invoquant des arguments sentimentaux depuis longtemps dépassés.

L'auteur de l'article écrit que l'espéranto n'a pas été forgé par l'histoire, sans tenir compte du fait qu'il est formé d'un grand nombre de racines européennes qui composent sa structure culturelle greco-latine modifiée par des influences slaves et germaniques.

Alors que l'Italien a été forgé par l'histoire du peuple de notre péninsule, l'espéranto a été forgé par l'histoire de toute l'Europe si bien que son origine est tout aussi naturelle.

A juste raison l'auteur de l'article dit encore que les langues ont été créées par les écrivains et non par des grammairiens

et c'est aussi le cas de l'espéranto, langue dans laquelle ont été réalisés des ouvrages de valeur culturelle authentique, traduits dans les diverses langues; les autres projets de langue internationale d'où n'est sorti rien d'original sont justement pour cette raison restés à l'état de projet. Je signale en passant que S.S. Paul VI a autorisé les espérantistes à user leur langue pour la Sainte Messe de rite latin.

Accuser l'espéranto de n'avoir pas de vie historique, c'est évidemment ne pas le connaître. Cette langue est le fruit de l'expérience culturelles d'un peuple désireux de parler la même langue. Je dis d'un peuple car il suffit d'assister à une réunion d'espérantistes pour comprendre qu'ils forment un véritable peuple mû par des buts et des sentiments analogues et doté de caractéristique bien définies.

Par contre l'initiative du P. Argentieri tout en étant digne de considération ne résout nullement le problème ni, du reste, ne prétend le faire. Elle ne fait au contraire qu'accélérer le phénomène déjà en acte de réciproque abâtardissement des langues; et l'on peut dire que les touristes des « mass-media » d'Europe occidentale sont déjà sur cette voie, quand ils se servent au cours de leurs voyages de quelques phrases anglaises faites de quelques verbes à l'infinitif ou de racines de mots sans désinences.

Avec une « sténographie » linguistique comme celle du P. Argentieri nous pourrions peut-être mieux nous comprendre en Europe, superficiellement, mais sans une véritable langue qui résume et assume en soi les cultures de tous les Pays d'Europe, nous ne nous comprendrions jamais sérieusement. Et l'intégration européenne, outre que technologique et économique, doit être culturelle et spirituelle.

A travers l'Europe et le monde

# minimum

par A. P. G.

## Contestation à la russe

Chacun "conteste" à sa manière. En France les étudiants dressent des barricades, un peu partout en Occident les ouvriers font grève. En Russie, les mécontents se coupent les oreilles, avalent des hameçons, s'infligent à eux-mêmes mutilations et supplices auprès desquels les tortures chinoises font figure de passe-temps inoffensifs. C'est du moins ce que révèle Anatole Martchenko dans le récit qui circule clandestinement en URSS à propos des camps de concentration soviétiques. Ennemi du fanatisme religieux et des tyrans en général, l'URSS n'envoie pas ses hérétiques au bûcher. Elle leur laisse même une liberté: celle de l'autolésionisme. Dans l'âme de tout bon communiste sommeille un mystique. Quand il est touché par la grâce, il fait don au Parti d'une quelconque partie de son corps: une oreille par exemple, sur laquelle il a fait tatouer un stigmaté. "Au PC pour la vie" ou autre déclaration enflammée. Le jour où il est renié par son Parti bien-aimé, le bon communiste est libre de se couper l'oreille. Et comme c'est la seule, la dernière liberté qui lui reste, il en use avec ardeur.

## Une atmosphère de confiance

Celle qu'il faut créer avant tout, selon M. Willy Brandt, qui précise:

« A l'avenir, la sécurité européenne doit être mieux garantie que par un équilibre de la peur, que par une concentration de la force militaire au milieu de notre continent. Nous aurons certaines

choses à dire à ce sujet lorsque la situation l'exigera.

Pour tout règlement paneuropéen convenable, il faudra partir des différents ordres politiques, économiques et sociaux des Etats qui y participeront. Le droit de chaque Etat à décider lui-même de son ordre politique, économique, social et culturel doit être appliqué.

Les relations entre les Etats doivent être en accord avec les principes exposés dans la Charte des Nations Unies. Ce serait une bonne chose si l'on pouvait en général se rapprocher en Europe du droit à la liberté de circulation et d'information.

Mais il convient avant tout de créer ce que l'on appelle une « atmosphère de confiance », un climat donc dans lequel il est possible finalement de régler également les grandes questions politiques.

Certains des rapports Est-Ouest qui se sont établis ces dernières années au niveau étatique et non étatique peuvent contribuer à créer ce climat. La voie à parcourir reste cependant longue, difficile et guère spectaculaire. Il faut pourtant continuer à la suivre. »

## Symbiose afro-latine

Prononçant le discours de clôture de l'assemblée générale de l'Association internationale des parlementaires francophones, à Versailles, à la fin de septembre, M. André Malraux ministre d'Etat chargé des affaires culturelles a dit:

« Je crois que, pour maintes nations, la culture française, est en train de jouer le rôle médiateur que joua jadis la culture grecque. Ici se

présente l'une des plus saisissantes aventures de l'esprit que notre siècle ait connues, celle de l'entrée des cultures africaines dans la civilisation universelle. Avec sa sculpture, sa danse et sa musique, l'Afrique a pris conscience de ses propres valeurs. On sait désormais que les ancêtres ne sont pas des fétiches et il se trouve que ces valeurs fondamentales, que le président Senghor proclame comme celles de la négritude, sont exprimées principalement par des Africains de culture française. Nous assistons à une puissante symbiose afro-latine: a l'indépendance retrouvée, je la crois viable, pour les mêmes raisons qui rendirent viable la symbiose gallo-romaine. La Gaule s'est accordée à Rome en un temps où Rome était devenue universaliste. Or, si la culture française n'est pas la première du monde, elle est sans doute la plus universaliste ».

## Société Européenne de Physique à Genève

Cette initiative est intéressante à plus d'un titre. Elle montre que l'idée européenne reste une force importante dans les milieux scientifiques, malgré les déboires ou les demi-réussites qu'elle a rencontrés dans plusieurs domaines.

La Société européenne de physique ne s'organise pas autour d'un projet précis. Sa vocation est plus générale, comme le précise un communiqué: « Aux termes de sa constitution, le but de la société est de contribuer aux progrès de la physique européenne et de les promouvoir, par tous les moyens. En particulier, la société constitue

rait un forum pour la discussion de sujets d'intérêt commun et un centre d'initiatives pour des activités qui ne peuvent être abordées efficacement qu'au niveau international. On envisage la coordination des efforts de recherche en Europe, l'organisation et la coordination de conférences, la promotion de systèmes de crédit permettant aux étudiants en physique de suivre les cours de différentes universités, des bourses, des dons et d'autres moyens d'augmenter l'efficacité de la recherche. Une des tâches les plus importantes de la société sera de coordonner la publication des revues de physique en Europe ».

Il est évidemment trop tôt pour savoir quel rôle cette société pourra jouer dans l'avenir. Se contentera-t-elle comme bon nombre de sociétés de ce genre d'être seulement un lieu de réunion? Coordonnera-t-elle comme il est souhaitable un certain nombre d'activités au niveau européen avec la création, par exemple, de laboratoires communs?

Quoi qu'il en soit, elle aura un grand mérite si elle permet aux physiciens européens de se connaître. Dans de nombreux secteurs scientifiques, en effet, on arrive à ce paradoxe que les chercheurs européens savent beaucoup mieux ce qui se passe aux Etats-Unis qu'en Europe. Les voyages d'études outre-Atlantique. la multiplicité et la qualité des publications américaines, la généralisation de l'emploi de la langue anglaise, contribuent largement à faire connaître les résultats des recherches américaines. Par contre, le cloisonnement est souvent la règle entre pays européens. Précisons que le siège de la nouvelle société se trouve à Genève et que son secrétariat principal est à l'institut Batelle de cette ville.

## L'Assemblée du Conseil d'Europe condamne l'agression à la Tchécoslovaquie

Condamnation unanime de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, nécessité de poursuivre la politique de détente, révision de certains aspects de cette politique et promotion de l'unité européenne, telles ont été les principales idées développées par la trentaine d'orateurs inscrits dans le débat à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, sous la présidence de Sir Geoffrey de Freitas.

Les parlementaires ont en général présenté leurs interventions comme une manifestation de solidarité à l'égard des aspirations du peuple tchécoslovaque. M. Michel de Grailly (U.D.R.), a déclaré notamment que l'attitude des dirigeants et du peuple tchécoslovaque permettait de garder confiance en l'avenir de l'Europe.

Finalement l'Assemblée a recommandé au comité des ministres — par un vote unanime moins une abstention — « de se réunir d'urgence en vue d'examiner les conséquences des événements dramatiques de Tchécoslovaquie et d'intensifier la coopération européenne en tenant compte de cette situation nouvelle ».

L'Assemblée a condamné « avec indignation » l'action militaire dirigée contre la Tchécoslovaquie et rendu hommage à « la résistance courageuse de la population tchécoslovaque ».

Auparavant M. Jean de Lipkowski, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, avait présenté au nom de M. Michel Debré, la communication du comité des ministres du Conseil de l'Europe déclarant notamment, que « l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie était un acte contraire à la morale internationale et à la morale tout court ».

### bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI  
Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME  
Tél. 671.260

#### A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lire 2.000	Etranger . Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur 5.000	Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDÉE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

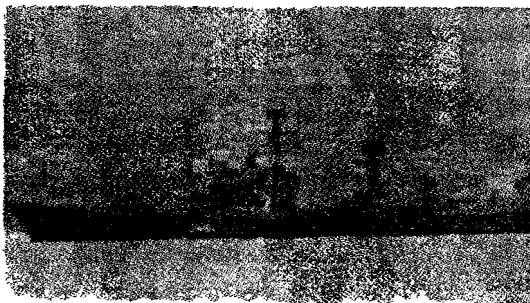
## *La Méditerranée lac soviétique*

Les deux photos que nous publions sont celles d'un croiseur cuirassé et d'un destroyer lance-missile soviétiques qui ont franchi ces jours derniers le détroit de Messine. Ce n'est plus un secret pour personne que la Méditerranée est devenue désormais un lac soviétique. La flotte du Kremlin, (celle que l'on voit et plus encore la flotte sous-marine qui ne se voit pas et qui aujourd'hui, si l'on en croit les informations de l'Amirauté américaine est devenue la seconde du monde) encercle l'Europe des côtes de la Mer Noire à l'Atlantique Nord.

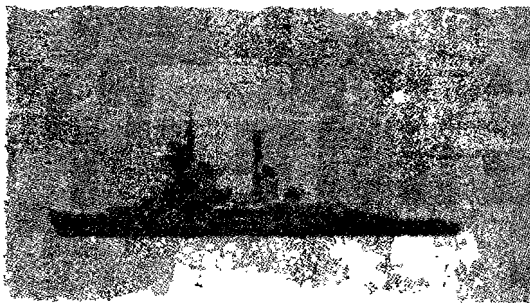
Les conséquences de Jalta qui n'étaient hier un péril que pour les pays d'Europe orientale, menacent aujourd'hui l'Europe occidentale, laquelle, entre temps, discute ... du sexe des Anges.

Hier ce fut le tour de la Tchécoslovaquie.

Et demain?



Le croiseur-cuirassé soviétique 856



Le destroyer lance-missiles 365